



Cent ans d'immigration au Luxembourg

Dans les toutes prochaines semaines paraîtra aux Editions Guy Binsfeld un livre auquel ont collaboré plusieurs rédacteurs de "forum":

"Lëtzebuerg de Lëtzebuenger?" Aspects historiques et actuels de l'immigration au Luxembourg, ca. 220 pages, ca. 450 flux.

Nous avons prié Paul Dostert, spécialiste en histoire contemporaine luxembourgeoise, de présenter ce livre en avant-première sur la base des épreuves. Malheureusement il n'a pu être tenu compte de la contribution de M. Gilbert Trausch portant sur les débuts de l'immigration.

Ce livre présente huit contributions sorties de la plume de jeunes et moins jeunes économistes, historiens, juristes et journalistes. Entre ces contributions on pourra lire une série de témoignages parfois surprenants, recueillis par Serge Kollwelter.

Il est évident qu'une telle oeuvre ne pouvait présenter une analyse complète d'un phénomène aussi complexe qu'est l'immigration au Luxembourg pendant un siècle. Néanmoins il a été possible de vérifier pièces et chiffres à l'appui bien des affirmations lues et entendues dans les débats publics, mais aussi de rejeter comme mythes d'autres arguments fort répandus. Si le livre présente des lacunes, si tout n'a pu être fait, il constitue une base de départ pour d'autres chercheurs.

En guise d'introduction Michel PAULY présente un aperçu historique où il insiste surtout sur le phénomène de l'immigration dans la longue durée. Il est intéressant de constater avec lui que l'immigration a dès ses débuts été une immigration double, amenant au Luxembourg en même temps des gens qui se sont placés en haut et en bas de l'échelle sociale, alors que les Luxembourgeois se sont réservés le milieu. Reprenant en se basant sur les études de CORDEIRO dans une perspective chronologique les principaux problèmes de l'immigration au Luxembourg - rotation de la main d'oeuvre, encouragée ou empêchée par le patronat?, refus des Luxembourgeois de travailler dans l'industrie sidérurgique, première guerre mondiale et ses conséquences, orientation des immigrés vers des secteurs nouveaux (bâtiment), crise de 1931 et solution luxembourgeoise, 1945 et la reconstruction, fluctuations importantes parmi les immigrés dans les années 50, immigration portugaise à partir de 1963 plus stable, solde migratoire négatif à partir de 1982-, Michel Pauly termine par une analyse du mythe de l'assimilation des Italiens.

Finalement il pose une série de questions qui attendent de futurs chercheurs avant d'énoncer 7 thèses sur la situation de l'immigration au Luxembourg hier et aujourd'hui.

Les problèmes ainsi délimités c'est avec un intérêt accru que l'on aborde l'étude historique

de Ben FAYOT: " Les forces politiques et sociales face à l'immigration (1880 - 1940)." Subdivisée en neuf chapitres cette étude s'intéresse surtout aux réactions des partis politiques et des syndicats face aux travailleurs immigrés venus d'Italie et d'Allemagne. Ce sont tout d'abord la peur de l'anarchisme, des considérations d'ordre moral et social et la propagande socialiste qui préoccupent les autorités. Surveillance étroite et expulsions des meneurs sont les réactions. En parlant de l'organisation syndicale des ouvriers étrangers Fayot constate une grande influence allemande (syndicats chrétiens, associations ouvrières catholiques, syndicats libres). Aucun syndicat ne réussit cependant à regrouper Italiens, Allemands et Luxembourgeois dans une organisation; le nationalisme prédomine. Après la première guerre mondiale les gouvernants se laissent guider dans leur attitude face aux étrangers par le protectionnisme social et la neutralité politique. L'attitude du gouvernement (et du parti de la droite) face au fascisme, au communisme et à l'antifascisme - les deux derniers étant volontiers confondus - est claire: les étrangers doivent s'abstenir de politique. Le communisme étant considéré comme l'oeuvre d'étrangers, les expulsions ne sont pas rares. L'attitude des socialistes est difficile. Antifascistes d'un côté, ils voient de l'autre côté que l'antifascisme des Italiens menace l'ordre public auquel est attaché l'électorat luxembourgeois. Le réflexe nationaliste fait que personne n'est choqué que la crise de 1931 frappe d'abord les étrangers. En face du nazisme montant les attitudes du gouvernement et des socialistes ne changent guère. Antinazisme deviendra rapidement aversion contre tout ce qui est allemand.

Fascisme et antifascisme sont encore au milieu de l'étude de Benito GALLO et Anna VIGLIONE qui tentent de montrer la Communauté italienne entre



FRAPAR.

d'après IC, 26.9.83

ces deux pôles politiques. Très intéressant à lire il faut regretter qu'on n'a pu faire mieux du point de vue de l'analyse et de la structure face à un matériel historique copieux. Le style se ressent d'un souci de ne blesser personne, alors même que la vérité blesse parfois. S'il est nécessaire de désigner des responsables il faut le faire. Ceci est particulièrement nécessaire pour le chapitre douloureux consacré à la libération et ses conséquences. Ici le rôle des Italiens antifascistes et des résistants luxembourgeois n'est pas clairement défini.

Les chapitres purement historiques ainsi terminés l'interview avec Monsieur Marcel BARNICH, premier Commissaire à l'Immigration fait une bonne transition avec les problèmes plus actuels.

Les réponses de Barnich révèlent d'intéressants tiraillements politiques autour de ce commissariat dans les années 60, tiraillements qui sont allés jusqu'à bloquer pratiquement tout travail. Ici encore une étude plus approfondie pourrait démontrer le peu de cas qu'on faisait des problèmes d'immigration dans certains milieux de gauche quand il s'agissait de lutter pour le pouvoir.

Avec l'étude de Paul WILTGEN sur "Les effets économiques de l'immigration au Luxembourg - le cas des Portugais" nous découvrons une des pièces-maîtresses du livre. Après une introduction théorique "sur les mécanismes et effets économiques de l'immigration et de ses répercussions sur le système social contributif" Wiltgen présente en trois chapitres d'abord "l'évolution des secteurs économiques et de la division du travail au Luxembourg (1960-1980)" puis "les effets économiques de l'immigration portugaise" et finalement "les coûts et bénéfices indirects de l'immigration". A base de statistiques (13 tableaux) Wiltgen peut montrer que l'arrivée des Portugais "a rendu possible une augmentation de la main d'oeuvre et une nouvelle répartition des tâches par nationalité", que "la présence des Portugais a été plus spécifiquement importante dans un nombre de secteurs où la productivité et les salaires sont bas", que l'arrivée des Portugais "a contribué à améliorer la situation économique des autres groupes et à augmenter les profits", et que finalement "l'immigration des Portugais a profité aux employeurs qui ont profité des charges sociales inférieures à celles

d'une division de travail sans recours possible à de nouveaux immigrés".

L'article de Guy CLAUSSE touche à un problème qui n'a guère intéressé jusqu'à ce jour: "Le retour des Portugais émigrés au Luxembourg". Ni au Luxembourg, ni au Portugal ne s'est-on préoccupé de ce problème, on était plutôt d'avis (théorique) que l'émigré qui retournait dans son pays y était "un bon agent de développement". Cette opinion s'est révélée erronée et Clause en se basant sur une enquête de l'"Instituto de Estudos para o Desenvolvimento" de Lisbonne réalisée en hiver 1982/83, peut le démontrer. L'analyse de l'enquête est convaincante et donne lieu à des conclusions plutôt négatives: L'émigration au Luxembourg a été pour la majorité des Portugais qui rentrent une mauvaise entreprise et cela surtout parce qu'ils n'ont pu trouver des conditions de vie et de travail satisfaisantes au Luxembourg. S'ils ont pu améliorer leur situation matérielle, ils ont dû encourir des risques parfois élevés de tomber malade ou de devenir infirme. Rentrés au Portugal la grande majorité ne disposent pas ni du capital nécessaire ni des connaissances et aptitudes requises pour jouer le rôle d'un agent de développement au Portugal. Finalement le Luxembourg ne tire point de profit de cette rotation de la main d'oeuvre vu qu'il s'agit surtout de jeunes travailleurs qui rentrent dans leur pays.

René DIEDERICH présente un dossier juridique bien rempli sur "Le Droit et les Immigrés". Il différencie très bien entre les différents statuts tels qu'ils se dégagent des accords signés par le Luxembourg (traité de Rome, Convention Benelux, etc.) Après quelques réflexions introductives sur les conventions internationales et la Constitution du Luxembourg Diederich passe en revue "les droits individuels des travailleurs immigrés" (entrée et séjour, emploi des travailleurs étrangers) et "les droits sociaux et politiques des travailleurs immigrés" (représentation des travailleurs immigrés, participation des immigrés à la Vie de la Cité). Si la première partie est plutôt un précis des stipulations juridiques, la deuxième partie montre des réflexions personnelles de l'auteur où il discute et défend le droit de vote pour les immigrés au niveau communal comme un signe de démocratie appliquée.

Les réflexions de Mario HIRSCH tournent autour du problème de définir une politique d'immigration digne de ce nom. Après un bref aperçu historique il s'intéresse surtout à la politique d'immigration telle qu'elle a été réalisée à partir de 1974. Les entêtes des chapitres résument ce qu'il en pense: "Balbutiements d'une politique d'immigration, renversement de vapeur, contradictions, miroir aux alouettes de l'intégration".

L'issue qu'il propose est pour lui aussi le droit de vote au niveau communal pour les travailleurs immigrés.

Une liste impressionnante des associations de travailleurs immigrés au Luxembourg montre -s'il le fallait- qu'en marge de la société luxembourgeoise existe une vie associative très développée. Malheureusement ces associations sont discriminées par la constitution et les lois. Des problèmes financiers handicapent sérieusement ces associations qui ne bénéficient d'aucun subside.

Michel PAULY termine cette étude par une bibliographie sélective où il est surprenant de constater que bon nombre d'études ont été réalisées par



in: Le Monde, 20.-21.3.83

des Luxembourgeois aux universités et n'ont pas été publiées à Luxembourg et restent donc d'un accès difficile.

Après la lecture de ce volume fort intéressant on ne peut que féliciter les auteurs du travail fourni et l'ASTI d'avoir pris cette initiative. Si bien des points restent à éclaircir et à approfondir,

dir, ce livre constitue un solide instrument de travail pour qui s'intéresse à la question.

Qu'il trouve de nombreux lecteurs et incite à l'étude, à la discussion et à la réflexion, c'est tout ce qu'on peut souhaiter.

Paul Dostert